

# Procédure file

Informations de base	
DEA - Procédure d'acte délégué	2017/2859(DEA)
Accords de compensation indirecte	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Complétant <a href="#">2010/0250(COD)</a>	
Sujet 2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires		

Evénements clés			
22/09/2017	Publication du document de base non-législatif	<a href="#">C(2017)06270</a>	
22/09/2017	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 3 mois		
04/10/2017	Annnonce en plénière de la saisine de la commission		
17/10/2017	Pas d'opposition à l'acte délégué par le Conseil		
25/10/2017	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0407/2017</a>	Résumé

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/2859(DEA)
Type de procédure	DEA - Procédure d'acte délégué
Sous-type de procédure	Examen d'un acte délégué
Base juridique	Règlement du Parlement EP 0111-p6
Etape de la procédure	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Dossier de la commission parlementaire	ECON/8/11077

Portail de documentation					
Document de base non législatif		<a href="#">C(2017)06270</a>	22/09/2017	EC	
Recommandation de non-objection à l'acte délégué		<a href="#">B8-0573/2017</a>	20/10/2017	EP	

avant expiration du délai					
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0407/2017</a>	25/10/2017	EP	Résumé

## Accords de compensation indirecte

---

Le Parlement européen a décidé de ne pas faire objection au règlement délégué de la Commission du 22 septembre 2017 modifiant le règlement délégué (UE) n° 149/2013 de la Commission par des normes techniques de réglementation concernant les accords de compensation indirecte.

Pour rappel, le [règlement \(UE\) n° 648/2012](#) du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (le règlement «EMIR») impose aux contreparties financières et à certaines contreparties non financières de compenser par l'intermédiaire de contreparties centrales les dérivés de gré à gré qui relèvent d'une catégorie déclarée soumise à une obligation de compensation en vertu dudit règlement.

Le règlement EMIR confie à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) élaborer des projets de normes techniques de réglementation afin de préciser quels types d'accords de compensation indirecte peuvent être utilisés pour satisfaire à l'obligation de compensation.

Ces normes techniques de réglementation ont été adoptées le 19 décembre 2012 par le [règlement délégué \(UE\) n° 149/2013](#) de la Commission, que le acte délégué modifie pour prendre en compte les évolutions récentes et l'expérience acquise dans le domaine de la compensation.

Le Parlement a rappelé que la Commission n'avait approuvé le projet de normes techniques de réglementation que 16 mois après qu'il lui a été soumis par l'AEMF, le 26 mai 2016. Tout au long de cette période, elle n'a pas consulté l'AEMF au sujet des modifications qu'elle a apportées à ce projet. Elle n'a pas non plus informé les colégislateurs ou les professionnels concernés des raisons pour lesquelles l'approbation prenait tant de retard.

Les députés ont jugé inacceptable que la Commission ait dépassé de plus d'un an le délai imparti pour l'adoption du projet de normes techniques de réglementation sans en informer les colégislateurs.

Les normes techniques de réglementation adoptées n'étant pas les mêmes que celles du projet soumis par l'AEMF, le Parlement a estimé disposer de trois mois pour formuler des objections aux normes techniques de réglementation du fait des modifications apportées par la Commission.

Le règlement délégué devrait s'appliquer à partir du 3 janvier 2018, date d'entrée en application de la [directive 2014/65/UE](#) («MiFID II») et du règlement (UE) n° 600/2014 («MiFIR»). Or, si le Parlement recourait à la période d'examen de trois mois qui lui est dévolue, il ne resterait plus suffisamment de temps aux professionnels concernés pour mettre en œuvre les changements.

Les députés ont donc estimé que la publication rapide au Journal officiel du règlement délégué devrait permettre sa mise en œuvre en temps voulu et garantir la sécurité juridique quant aux dispositions applicables à la compensation indirecte.